Déclaration du Mouvement pour une Chine libre sur la condamnation d’Au Kam San dans la première affaire de sécurité nationale de Macao

Free China Movement

Version: as published 2026-11-10

© 2026 Free China Movement. All rights reserved.

Canonical edition: https://freechina.live/francais/fr-free-china-movement-statement-on-the-sentencing-of-au-kam-san-in-macao/

This document was generated from the final published text. The PDF is the authoritative download copy; the online edition above is the version of record.

Déclaration du Mouvement pour une Chine libre sur la condamnation d'Au Kam San dans la première affaire de sécurité nationale de Macao

Statement No.: FCM-ST-2026-11-06-02

Washington, D.C. — 7 novembre 2026

Le Mouvement pour une Chine libre condamne la condamnation et la peine prononcée contre Au Kam San. Le 6 novembre 2026, le Tribunal de première instance de Macao a condamné Au Kam San

（區錦新）, 69 ans, ancien membre de l'Assemblée législative et depuis des décennies l'une des voix prodémocratiques les plus constantes de Macao, à douze ans et six mois de prison. Il s'agit de la première condamnation jamais prononcée en vertu de la loi de Macao sur la sécurité nationale.

Au Kam San a été arrêté en juillet 2025. Pendant près d'un an, sa famille n'a pu ni le voir ni lui parler. Il a été inculpé de sept infractions — trois chefs de subversion du pouvoir de l'État, trois chefs de mise en danger de la sécurité nationale par l'établissement de contacts avec des organisations étrangères, et un chef de violation du secret — et a été jugé à huis clos du 16 au 18 septembre 2026, le tribunal ayant estimé qu'un procès public porterait atteinte à la sécurité nationale. Le 6 novembre, le tribunal l'a déclaré coupable de cinq des sept chefs d'accusation, l'acquittant de deux chefs de subversion, et lui a infligé onze ans et trois mois pour les condamnations pour subversion et contacts avec l'étranger, et un an et trois mois supplémentaires pour violation du secret.

La conduite pour laquelle Au Kam San passera ce qui pourrait être le reste de sa vie en prison est le travail ordinaire d'un homme politique démocrate : des contacts avec des organisations étrangères, la diffusion de commentaires politiques que le tribunal a qualifiés de faux et de subversifs, et la commémoration des victimes de 1989. Un procès tenu en secret, pour des accusations qui criminalisent une activité civique et politique de ce type, ne satisfait à aucune norme d'un procès équitable. Son avocat, Jorge Menezes, a qualifié l'issue de jugement politique rendu après un procès secret au cours duquel des détails essentiels n'ont jamais été révélés ; Au Kam San n'a pas plaidé coupable. À 69 ans, une peine de douze ans et demi équivaut, comme l'a observé son avocat international, à une peine de prison à vie.

Ce verdict n'est pas un cas isolé. Il a été rendu un jour après que Hong Kong a condamné Joshua Wong à dix années supplémentaires de prison. Macao a longtemps été décrite comme la plus discrète des deux régions administratives spéciales, plus lente à retourner l'appareil de sécurité nationale contre ses propres démocrates. Cette distinction a pris fin vendredi. Le message adressé à chaque citoyen de Macao qui continue à s'organiser, à publier ou à commémorer est sans équivoque, et il était manifestement voulu.

Le Mouvement pour une Chine libre appelle à la libération immédiate d'Au Kam San. Nous appelons les autorités de Macao à accorder à sa famille un accès régulier à lui sans plus tarder, et à respecter les garanties de procès équitable et de liberté d'expression que la Loi fondamentale de Macao prétend protéger. Nous appelons le Portugal, l'Union européenne, les États-Unis et la communauté internationale au sens large à soulever son cas à tous les niveaux et à faire comprendre que l'emprisonnement d'un démocrate pacifique ne passera pas inaperçu. Le Mouvement pour une Chine libre se tient aux côtés d'Au Kam San, de sa famille et de tous ceux qui, à Macao, continuent de défendre les libertés fondamentales ; nous continuerons à documenter son cas, comme nous l'avons fait tout au long de sa détention, jusqu'à ce qu'il soit libre.

Mouvement pour une Chine libre

Le Mouvement pour une Chine libre (FCM) est une coalition de défenseurs chinois de la démocratie et des droits humains fondée en 1998, qui œuvre pour une Chine libre, démocratique et constitutionnelle.

Cette déclaration est également disponible en chinois traditionnel, en chinois simplifié, en français, en allemand et en espagnol.